

Zeitschrift: Annales fribourgeoises
Herausgeber: Société d'histoire du canton de Fribourg
Band: 59 (1990-1991)

Artikel: Le chef de l'état Georges Python dans son temps et dans le nôtre
Autor: Bugnard, Pierre-Philippe
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-818135>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 24.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

LE CHEF DE L'ÉTAT GEORGES PYTHON DANS SON TEMPS ET DANS LE NÔTRE

PIERRE-PHILIPPE BUGNARD

La formule des tables rondes du 150^e anniversaire de la Société d'Histoire du canton de Fribourg attribuait un quart d'heure à chaque communicant. C'est trop peu pour développer tout un sujet: c'est assez, sans doute, pour en donner un aperçu. Le texte que j'ai lu à cette occasion était tiré d'une étude en chantier consacrée au temps dans lequel s'insère la phase de transition démocratique. De nombreuses questions restent ouvertes et dans l'état des travaux, je ne puis livrer ici que le digest d'un chapitre de l'étude qui paraîtra un jour, je l'espère, in extenso.

Dans un premier point, il est donc question des origines familiales et sociales de Georges Python. C'est Georges Python dans son temps. Et puis, comme il reste ainsi un peu de place, un second point ouvre une réflexion, fort provisoire et sans prétention aucune, à propos du petit débat amorcé lors de la discussion sur l'opinion qu'on peut se faire de l'homme d'Etat et de son régime. Là en revanche, il s'agit bien de Georges Python dans notre temps.

1. Un aspect de Georges Python dans son temps : ses origines étaient-elles aristocratiques?

Au début du XX^e siècle, on ne signale plus l'existence que de sept familles nobles à Fribourg, contre une cinquantaine de familles d'origine patricienne. Pourtant, les premières représentent toujours un «ordre» de référence en dépit du fait qu'elles aient formellement perdu leurs privilèges et que le patriciat les ait évincées quasiment de l'Etat, depuis la Contre-Réforme. Et cette prise du pouvoir s'est accompagnée d'une récupération des valeurs de la pure noblesse, dans les modes du paraître notamment, mais aussi dans la recherche de ses alliances, si bien qu'il devient même difficile de toujours bien distinguer les deux composantes essentielles de la haute société fribourgeoise du tournant du XX^e siècle.

Et cette aristocratie côtoie et parfois pénètre un régime républicain de démocratie indirecte — on dit aussi représentatif — fonctionnant au suffrage universel masculin et au système majoritaire par arrondissement. Tout cela contribue à privilégier la carrière d'hommes politiques désignés d'en-haut à l'aval des citoyens. Et l'Etat, forgé par le patriciat et progressivement confié à une nouvelle bourgeoisie, collabore avec une Eglise dont le chef est «premier citoyen de la République», sous la haute protec-

tion de la Providence à laquelle on attribue l'origine du pouvoir: une république plébiscitaire de droit mixte, civil et divin, pour simplifier.

Le régime le plus marquant dans cette phase de transition entre la république d'Ancien Régime et l'ère contemporaine de la démocratie pluraliste est sans conteste celui de Georges Python. Le fondateur de l'Université a «régné» sans partage de 1886 à 1913 avant que les affaires, les scandales, les dissensions internes du grand parti et finalement la maladie ne viennent tempérer son autorité, et bien qu'il soit resté en fonction, comme conseiller d'Etat, jusqu'à sa mort (1927).

S'intéresser de près à l'élite politique, et même à sa pointe, c'est sans doute aussi participer à l'élaboration d'une histoire profonde dans la mesure où les gouvernés ne restent guère insensibles aux légitimités, sous toutes leurs formes, dont se parent les gouvernants. D'ailleurs, ceux-ci ne les requièrent-ils pas justement afin de rendre plus incontestable encore le pouvoir que ceux-là leur confient? Et cerner les ascendances — supposées ou réelles — du chef de l'Etat charnière de notre histoire cantonale, c'est tout simplement aborder un domaine clé de la légitimité politique dans notre phase de transition démocratique, soit à l'ère de la démocratie représentative.

La thèse de l'ascendance patricienne de Georges Python

Pour le publiciste Pie Philipona, le principal biographe du «Chef de l'Etat», ou pour l'historien Alfred Raemy, auteur d'un *Livre d'Or* qui fait office de véritable bot-tin mondain de la République (1898), Georges Python descendrait d'une famille patricienne aux rangs de laquelle on retrouve un émule du Père Canisius, l'humaniste Pancrace Python, décédé en 1648.

Membre des «Secrets», Pancrace Python meuble son blason de lions en 1631 avant de le faire incruster au ciel du chœur de la collégiale Saint-Nicolas, aujourd'hui cathédrale, juste à droite de l'ouverture circulaire centrale, véritable passage divin laissant entrevoir la voûte céleste: aux premières loges en quelque sorte, dans l'attente du Dernier Jour. Un privilège réservé aux seuls patriciens, hormis quelques rares familles nobles. Un privilège, mais une légitimité absolue aussi, de droit divin, le clergé et les fidèles pouvant admirer à chaque fête de l'Ascension leur patriciat trônant aux côtés de la statue du Christ qu'on hisse alors vers le centre de la voûte, vers le ciel.

Aussi le fondateur de l'Université se voit-il relié par le lien du sang, en ligne de primogéniture mâle, à un homme d'Etat et humaniste de grande renommée, proche d'un envoyé du Saint-Siège, le Père Canisius, c'est-à-dire associé à l'image des propagandistes les plus glorieux de la Réforme catholique à Fribourg.

Pour Georges-Maurice Python, c'est une dimension dynastique lui conférant un statut de défenseur de la foi et une envergure quasi historique, avant même d'entrer dans l'histoire.

La thèse de l'origine roturière

Or, tant Georges Corpataux dans le *DHBS* que le généalogiste de Vevey-L'Hardy dans son *Armorial du Canton de Fribourg* établissent que Georges Python descend d'une famille d'origine roturière, la lignée patricienne des Python étant éteinte depuis le XVIII^e siècle. Mais *La Liberté*, de son côté, publie en 1914 deux articles accréditant formellement l'idée que le patronyme du «Chef de l'Etat» reste attaché à une lignée d'extraction patricienne.

L'archiviste de l'Etat Tobie de Raemy, désireux de rétablir la vérité, se voit refuser les colonnes du journal auquel pourtant il collabore. Il publie alors sa version dans les *Annales fribourgeoises* de 1915 en s'efforçant, preuves à l'appui, de démontrer que la seule branche des Python qui ait appartenu au patriciat est bien celle d'Arconciel, éteinte en 1794, et que le dernier rejeton de sa dernière génération mourut en exil en France (1771) après avoir échappé à la justice de LL. EE.

Georges Python : un fils de paysan

Il semble bien que parmi les principaux biographes de l'illustre homme politique fribourgeois, Tobie de Raemy ait été le seul à signaler l'origine sociale de son père, agriculteur à Portalban.

Au cadastre de la commune de Portalban (1861), François-Auguste Python, fils de François-Joseph et père de Georges, est inscrit pour environ six poses de terres ainsi que pour une ferme qu'il occupe alors avec sa famille au lieu-dit «Au Village de Portalban-Dessus». Raemy mentionne qu'il était aussi procureur-juré.

On peut voir aujourd'hui encore la maison natale de Georges Python, reconstruite en 1864 après un incendie vraisemblablement, et en dépit du fait qu'aucune plaque, aucune inscription, rien n'évoque ici l'événement du 10 septembre 1856, jour de naissance du «Second fondateur de Fribourg».

Georges Python : noble par sa mère, patricien consort

Si l'origine sociale du père de Georges Python semble donc largement ignorée de ses principaux biographes, en revanche celle de sa mère est non seulement en principe toujours indiquée, mais de plus, certains insistent sur «le sang (bouillonnant) dans ses veines» (Emile Bise), qui sur cette «femme d'Ancien Régime (à laquelle il) dut les qualités maîtresses de sa vie» (T. de Raemy). Marie-Elisabeth-Philippine-Brigitte-Pélagie de Castella de Delley épouse en 1851 François-Auguste Python, peut-être contre le gré de sa famille. Et afin sans doute de bien marquer l'ascendance en

ligne féminine du fils aîné de cette union qui aura trois enfants, on lui donne le prénom de son grand-père maternel : Georges.

Après avoir fréquenté les collèges de Schwytz et de Fribourg, dont les programmes sont dans la ligne de ceux des Jésuites proscrits par les articles d'exception de 1848, Georges Python, édifié aux valeurs aristocratiques, épouse en 1889 Marie-Elisabeth de Wuilleret, fille de Louis de Wuilleret et de Marie-Antonie-Léocadie née de Raemy.

Ainsi, de souche noble par sa mère, Georges Python s'allie à deux familles patriciennes: il est désormais gendre du chef du parti conservateur cantonal et beau-frère de deux conseillers nationaux, le député au Grand Conseil et syndic de Fribourg Paul Aeby et le préfet du district de la Sarine Charles de Wuilleret.

Il quitte bientôt Fribourg, où il garde un pied-à-terre, pour une sorte de manoir — ou plus exactement une maison de campagne — propriété de sa femme à Fillistorf, renouant ainsi avec la tradition de résidence campagnarde des patriciens.

Il s'entoure de conseillers financiers couverts de titres ou de décorations, ainsi que d'ambassadeurs influents dépêchés qui près le Quai d'Orsay, qui près le Vatican pour solliciter des emprunts ou plaider les dossiers de l'Université. Parmi eux, une brochette d'aristocrates — tels le comte de Bursetti, Albert Hyrvoix de Landosle ou Georges De Montenach — que l'origine sociale du « Chef de l'Etat » aura peut-être aidé à gagner à sa cause. Et l'ascendance aristocratique de Georges Python, présentée ou non comme complète — en lignes masculine et féminine — contribue à donner toute l'audience que mérite le fondateur de l'Université auprès d'un Paris ou d'un Saint-Siège que ni l'engouement républicain, ni l'esprit du Ralliement n'auront pu rendre complètement insensibles à la qualité des lignées.

Georges Python immortalisé à Saint-Nicolas

Et si les représentations plastiques de Georges Python restent relativement rares, en revanche ses représentations photographiques ont abondé: n'a-t-on pas accroché son portrait aux murs de chacun des bureaux de l'administration ainsi que de chacune des classes d'école de la République?

De cette imagerie, la plus fournie sans aucun doute dans l'histoire cantonale avec celle de l'abbé Bovet peut-être, il ne reste aujourd'hui pratiquement rien, sauf une version assez inattendue, figée à jamais dans le grand vitrail historique du chœur de la cathédrale Saint-Nicolas.

Là, les sept membres du gouvernement de 1919, le chancelier et un conseiller aux Etats ponctuent la grande fresque historique immortalisant le destin temporel de Fribourg depuis Berchtold IV. Et au milieu de cette assemblée — quatre magistrats sur sa droite, quatre sur sa gauche — Georges Python semble présider à l'ultime cérémonie

qui achève le grand cycle cosmologique de la cathédrale. Il trône à quelques mètres seulement du blason de son homonyme Pancrace, accroché à la voûte, juste au-dessus du vitrail historique. Ainsi «statufié» au Saint des Saints dans l'attente de la résurrection, c'est-à-dire participant désormais au culte que la «République chrétienne» voue aux acteurs charismatiques de l'histoire cantonale, Georges Python devient, à sa manière, une sorte de mythe vivant, avant d'avoir un jour, peut-être, sa véritable histoire. Du moins peut-on sans doute considérer cette symbolique suggestive comme le signe tangible d'un tel processus.

Georges Python : un aristocrate au temps de la démocratie représentative?

Indéniablement, l'époque est à la recherche dans un passé révolu, plutôt le Moyen Âge ou l'Antiquité, d'une compensation aux malheurs du temps: les «erreurs modernes», le Kulturkampf, l'hégémonie des radicaux, ... tout ce qui semble comme accabler la Cité des bords de la Sarine.

Il en résulte des clivages qu'on peut mesurer à l'aune de ceux qui partagent le champ de la civilisation entière. En Europe occidentale, le siècle du néo-classicisme, du néo-gothisme ou du néo-thomisme, mais aussi de l'antilibéralisme, de l'antisocialisme, de l'antirationalisme, ou de l'antidarwinisme, est en même temps celui des «merveilles de la technique» — la vapeur, l'électricité, bientôt le moteur à explosion —, de l'essor capitaliste, de l'évolutionnisme, du réalisme, de l'impressionnisme et du développement des institutions démocratiques.

Le siècle par excellence du progrès est en même temps le siècle privilégié du regard en arrière. Une ère de grande transition. Et à Fribourg, Georges Python cultive le paradoxe, faisant de la création d'une université catholique la condition sine qua non d'une union de la science et de la foi.

Et l'on retrouve ce besoin de compensation éprouvé aux grandes ères de mutation: on adopte le progrès, plus ou moins franchement, plus ou moins rapidement, mais on l'enveloppe des références au passé qui a fait ses preuves, qui inspire confiance, fait autorité. Une nostalgie réparatrice.

Et cela se voit jusque dans l'architecture des bâtiments officiels. Ainsi, avec le siège central de la Banque de l'Etat de Fribourg (1907) édifié dans le style des églises entre lesquelles on parvient à le glisser, comme pour mieux inspirer la confiance de la clientèle catholique. Quant aux trois pouvoirs formellement séparés de la «République chrétienne», deux restent logés sous le même toit, rappel évocateur de l'ancienne concentration patricienne.

Enclin à adopter les progrès techniques, on peut souvent vérifier que les plagiaires de l'ordre ancien n'ont pas toujours l'intention de les appliquer au développement d'une civilisation correspondant à leur avancée. A l'instar de l'évolution des institu-

tions démocratiques, modernes dans leur forme, archaïques par leur système de fonctionnement et leur principe de légitimité, la véritable industrialisation sera ici repoussée au profit d'une nouvelle physiocratie, afin de préserver l'ordre ancien aussi dans le domaine économique et social.

Certes, le Fribourg du tournant du siècle est *stricto sensu* entré dans la première phase des sociétés classées «industrielles» par l'historiographie structurale. Elle a même amorcé la deuxième phase, si l'on prend en compte son rôle pionnier dans la production et la distribution de l'électricité, par exemple.

Mais à considérer l'étage des mentalités — et j'ai évoqué ici le cas du chef de l'Etat Georges Python, édifié aux valeurs aristocratiques, promu patricien en ligne masculine, s'alliant à l'aristocratie et résidant à sa manière, fondant une université chargée d'allier science et foi, siégeant non loin d'un pseudo-ancêtre de haute lignée en plein vitrail historique de Saint-Nicolas, dans la perspective eschatologique —, le tournant du XX^e siècle fribourgeois peut passer, à condition de dégager la période de sa gangue de techniques et de «progrès» prétextes, comme une époque où domine encore, à l'image de son chef, une «élite traditionnelle», et en dépit du fait que celle-ci ait pu manifester, à l'occasion, et aussi hors du vase clos cantonal, une propension certaine au progrès notamment social. Faut-il s'étonner, dès lors, que Georges Python se soit fait l'entrepreneur d'un développement économique centré sur le secteur primaire ou agro-alimentaire, le promoteur d'une nouvelle physiocratie, en quelque sorte?

En fait, Georges Python apparaît pleinement comme de son temps. Mais d'un temps, c'est-à-dire d'une époque et d'une société — on pourrait dire, d'une mentalité — qui est sans doute plus à rapprocher de l'archétype aristocratique français que du modèle de la bourgeoisie libérale du plateau helvétique. Et au-delà des signes extérieurs de différenciation ou d'identification à ces paradigmes, il faudrait davantage encore peser le rôle de la formation intellectuelle de notre «Chef d'Etat» témoin, ainsi que les circonstances de sa «longue maladie»: sans doute, parviendrait-on ainsi à mieux comprendre les motivations profondes de sa politique autant que les fondements les plus secrets du culte de la personnalité sans précédent dont il a été l'objet.

Et puis, question centrale et combien délicate: que peut-on dire des parts respectives qu'auront indéniablement jouées dans le destin du grand Fribourgeois la conformité (à l'ordre historique, aux mentalités établies) et la religiosité (cette conviction intime d'un idéal confessionnel incarné dans le politique et le transcendant)? Et pour tenter de répondre à cela, il faudra disposer de toutes les sources idoines.

2. Un aspect de Georges Python dans notre temps : comment apprécier sa politique?

Lors de la deuxième table ronde organisée par la Société d'histoire du canton de Fribourg pour son 150^e anniversaire, une question sur la façon d'aborder la vie et

l'œuvre de Georges Python a été posée. En gros, et en espérant ne pas trahir la pensée de l'intervenant, n'est-il pas irrévérencieux de présenter Georges Python autrement qu'en homme de progrès et les réalisations de son régime autrement qu'en œuvres pionnières?

Sur l'instant, je me suis contenté de rappeler, en le citant, que c'est Georges Python lui-même qui estimait ne pas devoir ouvrir la démocratie à l'initiative populaire sur le plan cantonal, qui pensait canaliser l'industrialisation en développant l'électricité par l'Etat afin de mieux décentraliser au profit de ce qu'on appelle aujourd'hui le secteur primaire et l'agro-alimentaire, qui fonda une haute école d'Etat chargée d'allier science et foi — et particulièrement dans le domaine des sciences naturelles, de «faire front à l'orage menaçant du darwinisme», ce qui ne signifie nullement que la haute école n'ait eu ses modernistes —, qui finalement cherchait à créer, à côté de la France laïque et au milieu de la Suisse radicale, une «République chrétienne» où les encycliques seraient appliquées avec le concours d'une école chrétienne et en collaboration avec un clergé dont le chef était tenu pour «premier citoyen de la République».

Et mon propos, pour cette journée, était de compléter un peu les recherches que j'avais déjà conduites sur la République chrétienne: Georges Python s'identifie, sinon appartient, à une élite traditionnelle dont la propension au progrès, indéniable, à un certain progrès, canalisé vers une physiocratie renouvelée, ne doit pas masquer les nostalgies aristocratiques. Et j'avais pensé que la généalogie ou certaines représentations symboliques du Chef de l'Etat le plus marquant de notre phase de transition démocratique pouvaient servir, à ce titre, d'utiles révélateurs.

Quoi de plus classique que cette démarche depuis que l'histoire s'est placée sous les auspices de ses «nouveaux» objets?

En fait, «ce qui est étonnant, c'est l'étonnement», disait en Sorbonne un maître illustre. Ainsi, la question posée le 24 novembre en soulève une autre, double, peut-être plus intéressante encore: quelle est aujourd'hui l'opinion qu'on a de Georges Python et de son régime, quelle est celle qu'on peut avoir, eu égard aux apports récents de l'historiographie?

Il y a dix ans, j'étais en pleine rédaction d'un travail de doctorat dont je venais à peine de découvrir — avec étonnement! — la richesse des matériaux et d'élaborer — avec difficulté! — la problématique. On comprendra qu'il faille, ici, très fortement simplifier. Et tout d'abord, rappelons quelques faits.

Si l'on excepte la «combinaison» (l'expression est de lui) de 1892, en vingt ans, Georges Python fera perdre à l'Etat six millions de francs en affaires malheureuses — conduites à son initiative personnelle et souvent à l'insu de tous —, c'est-à-dire l'équivalent d'un budget annuel de l'Etat. Pourtant, bien que Fribourg n'ait pas encore fait sa révolution libérale, ni dans le politique, ni dans l'école, donc pas plus dans les esprits que dans l'économie, et contrairement à ses voisins du plateau, même catholi-

ques — pensez à Soleure —, Georges Python hérite tout de même d'une situation financière relativement saine. Mais son «socialisme d'Etat» à la façon allemande et son affairisme d'Etat à la manière italienne, feront qu'il endettera le canton à un point que plus de la moitié du budget doit être consacrée, à partir de 1910, au seul service d'une dette en majeure partie française, c'est-à-dire extérieure. Et cela sans qu'aucun amortissement substantiel ne puisse plus être consenti et sans que soient opérés d'investissements suffisamment productifs pour permettre à l'économie cantonale de faire autre chose que d'exporter pendant un bon demi-siècle encore ses cohortes annuelles de sans-emplois; la politique financière est alors conduite au secret du Grand Conseil auquel on présente des situations relativement flatteuses, jouant sur la fiction de comptes courants débiteurs ou de rapports artificiels. Et au moment précis où bascule la conjoncture dite de la Belle Epoque, Fribourg, placé dans des conditions géo-économiques pourtant relativement favorables, n'a donc pas encore achevé la phase de décollage économique que tous les cantons du plateau, sans exception, de Genève à Romanshorn, y compris les catholiques — voyez Soleure, Lucerne, Saint-Gall, ou la partie catholique d'Argovie — ont désormais largement dépassée. Il est certes doté d'une infrastructure — électricité, banque, transports, école — que tous ses voisins ont d'ailleurs également installée (les trois cantons limitrophes de Fribourg fondent ou développent leur haute école en même temps que Fribourg; par ailleurs, les congréganistes français fuyant le régime Combes et engagés pour le primaire et le secondaire fribourgeois n'ont guère grevé le budget de l'Instruction publique). Mais ici, c'est l'Etat qui se mue en promoteur quasi exclusif de cette infrastructure, installée au prix fort (chaque fonctionnaire supplémentaire fait un «bon» électeur, d'où un gonflement du secteur administratif sans commune mesure avec le développement économique global), souvent inadaptée (le réseau ferré de plaine reste non seulement inachevé mais il est aussi construit en majeure partie à voie étroite) tandis que ses rendements demeurent dérisoires: c'est à peine s'ils peuvent servir une rente de fortune à une haute école dont 40% des étudiants font de la théologie. L'Etat lucernois, par exemple, encaisse en taxes auprès des entreprises électriques privées une somme comparable à celle que parvient à dégager pour l'Université les régies fribourgeoises, mais sans avoir à supporter parallèlement le service de lourds emprunts. Et c'est un véritable affairisme d'Etat, jusque dans le domaine des réalisations industrielles, qui se substitue même à l'initiative privée, à moins que celle-ci n'entrât dans les projets du régime et bien qu'elle soit restée velléitaire, sauf peut-être dans le Moratois, à Fribourg-ville ou dans le Sud. Ainsi, avec 4% de la population helvétique, Fribourg ne compte en 1911 que 1,25% de la main-d'oeuvre dite «industrielle» du pays, tout en sachant qu'ici le géant de l'agro-alimentaire Cailler entre à lui seul pour plus de 40% dans la proportion.

Un Etat au bord de la banqueroute, dont le ratio dettes/exportations pourrait sans doute être comparé, mutatis mutandis, à celui des PMA du Tiers Monde actuel;

une administration financière indélicate, bientôt acculée au scandale; une infrastructure coûteuse, inadéquate; une économie exsangue, incapable d'absorber les excédents de population d'un canton à mentalité traditionnelle ne contrôlant notamment pas sa démographie, tout en cherchant paradoxalement à canaliser son expansion industrielle; une politique fondée sur une idéologie — Python disait un «idéal» — d'essence confessionnelle, conduite, à un certain point de vue, contre le cours de l'histoire. Je passe sur les aspects inhérents à une manière de dictature politique, certes toujours menacée parce que toujours contestée, jusqu'au jour où la dernière opposition est écrasée, système préfigurant, toute proportion gardée, et à l'instar des régimes cantonaux voisins, certes, mais avec une génération de retard, les dangers que peut courir la démocratie lorsqu'elle est livrée à une seule organisation sous l'autorité d'un seul homme. Autrement dit, lorsqu'elle renonce à être «libérale», au sens des catégories courantes de la science politique — et en quoi cela aurait-il d'ailleurs été incompatible avec le message évangélique? —, pour rester strictement représentative, c'est-à-dire à ce moment et à cet endroit précis, comparativement, archaïque.

Et c'est alors qu'en 1913, fait unique, semble-t-il, dans les annales gouvernementales de l'histoire cantonale, et sans doute fait rarissime dans celles de nombreux gouvernements cantonaux — mais cela demanderait à être vérifié — Georges Python, acculé par les scandales dits de la Banque de l'Etat, doit affronter une motion de censure qui le met en cause directement, lui et sa politique. Il en réchappe parce que Musy vole à son secours en sacrifiant quelques boucs émissaires, promettant de faire toute la lumière — ce qui propulse immédiatement le fils de l'aubergiste d'Albeuve au sommet du pouvoir, devant son adversaire dans le clan conservateur: on change de leader pour sauver le régime. Mais par ailleurs, la députation conservatrice, hégémonique, ne peut stigmatiser son chef sans se déjuger puisqu'elle a de fait, bon gré mal gré, entériné la «dictature». Aussi la motion de censure est-elle muée en motion de confiance. Et comme pour exorciser le traumatisme, Georges Python est érigé en martyr par les siens. Il tombe d'ailleurs malade à ce moment-là et restera atteint dans sa santé jusqu'à sa mort. Il devient parallèlement l'objet d'un culte de la personnalité, puis, dès sa disparition, d'un culte du souvenir tel qu'aucun leader cantonal n'aura sans doute jamais connu. Premier et jusqu'ici seul homme politique fribourgeois de l'ère contemporaine à avoir été médiatisé de son vivant, Georges Python est donc le seul, dans sa catégorie, dont l'image primordiale du destin doit être comme redécouverte au travers d'un palimpseste.

Voilà pour quelques-uns des faits bruts parmi les plus marquants, tirés des sources de première main et dont on peut penser que les biographes ou les chroniqueurs contemporains ne disposaient peut-être pas, ce qui aurait donc naturellement débouché sur une façon assez positive de fixer l'histoire. Pourtant, tout indiquerait plutôt qu'on restait au fait des limites manifestées par le régime et par son chef. A cet égard, les pamphlets qui circulent dans le pays à plusieurs milliers d'exemplaires — sous le

manteau ou au grand jour et dans la mesure où il faut leur faire crédit —, la presse — surtout celle de l'opposition, quoique même l'organe gouvernemental est suggestivement surnommé « La Menteuse » —, ou les protocoles de délibération du Grand Conseil — reflets de ce que savent les élus du peuple —, tout cela atteste que l'essentiel est alors bien de notoriété publique. De ce côté-là, la thèse du culte mystificateur pourrait l'emporter.

Dès lors, l'historien a beau se dire que le tableau est sombre. Il a beau retourner dans tous les sens ses documents, chercher à les comprendre, à les nuancer, à les replacer dans le contexte historique, voire dans la longue durée relative — ce qui a par ailleurs déjà été tenté —. Il doit finalement se rendre à l'évidence: il y a distorsion entre l'image reflétée par l'opinion, elle-même reflet d'un courant officiel et d'un culte officiel, et celle que renvoient les sources directes.

Toujours est-il que Georges Python n'a jamais prévarié: aucun indice n'autorise la moindre suspicion dans ce sens. C'est capital. Et lorsqu'il clame pour sa défense, lors des séances dramatiques de 1913 au Grand Conseil, qu'il a agi par idéal, il emporte la conviction de l'historien, forcé à son tour de reconnaître l'engagement total de l'homme d'Etat pour des causes ambitieuses, difficiles et pour lesquelles, dans un domaine décisif au moins, le domaine financier, il était sans doute mal préparé à se battre et trop mal conseillé peut-être pour y réussir. Mais surtout, il reste que les réalisations majeures de son régime, au premier rang desquelles il faut placer l'Université et ses corollaires, ont pu donner depuis toute leur mesure pour vivifier Fribourg. La question, « mais qu'y aurait-il eu sans Georges Python? » est donc tout à fait pertinente. Au même titre que celle qui consiste à se demander si son oeuvre aurait pu être réalisée sans les hypothèques qui ont grevé le destin du canton.

Sur ce terrain, les opinions peuvent diverger: c'est un problème d'interprétation. Mais en histoire, le moins ne compense pas le plus, ni le mal le bien. Chacun des deux pôles évolue pour lui-même, sur deux axes parallèles, non en fonction des plateaux d'une balance qui, à un moment donné (quel moment?), basculeraient pour dégager un bilan globalement positif ou négatif.

C'est précisément la raison pour laquelle un historien doit faire plus encore que simplement respecter le modèle de critique historique rappelé par un des intervenants lors de la seconde table ronde, modèle qui est dans tous les traités: il doit aussi et surtout accepter de tout aborder, jusqu'à la limite des prescriptions légales, c'est-à-dire de n'écarter aucun sujet qui est à sa portée, le péché par omission volontaire étant péché capital dans sa profession. Il ne saurait pas davantage écarter un seul dossier sous un quelconque prétexte. A ce titre, et plus particulièrement lorsqu'il s'agit d'histoire politique contemporaine, le risque d'encourir l'ostracisme ne doit en aucun cas l'empêcher de faire son métier.

Mais à l'instar du mérite de l'historien, ce risque n'est pas très grand. Qu'on me permette ici de citer une anecdote vécue au lendemain de la parution de ma thèse de

doctorat. Placé dans la nécessité de recouvrer l'emprunt — colossal pour un jeune professeur débutant ! — auquel j'avais dû souscrire pour publier, je me mets à parcourir le Sud du canton, village par village, dans l'espoir de réussir à vendre quelques exemplaires de mon gros volume à l'issue de conférences avec diapositives. A ma grande stupéfaction, je retrouve alors, à un siècle de distance, la géopolitique que je venais de mettre au jour dans mes recherches.

En effet, l'accueil qui est alors réservé à mes propos semble comme répondre, dans maints endroits, à celui que les ancêtres respectifs de mes auditeurs d'aujourd'hui semblaient réserver jadis au régime Python ! A la froide expectative et aux applaudissements feutrés des villages «pythonistes», répondait l'engouement ou du moins ce que j'ai pris pour tel, des villages «fribourgeoisistes» — c'est-à-dire hostiles à Fribourg — de 1900. La conférence ne changeait pourtant pas d'allure, sauf peut-être que les mentalités politiques propres à chaque communauté étaient alors plus particulièrement mises en évidence.

Cependant, il m'a semblé déceler tout de même, ici ou là, quelque chose de neuf. Je prendrai le cas d'un village assez typé et qui m'a plus particulièrement frappé : à la fin de la conférence aux quelques applaudissements de circonstance indiquant que le *Machiavélisme de village* n'allait sans doute pas, ce soir-là, battre un record de vente, la discussion s'ouvre... sur un silence glacé. Au bout d'un peu de temps tout de même, se lève au fond de la salle une notabilité locale comme on en rencontre encore dans la Gruyère actuelle, par exemple un notaire ou un entrepreneur contrôlant les sphères imbriquées du politique et de l'économique : «Comment osez-vous critiquer Georges Python, cet homme qui a fait tant de bien au canton !» s'indigne non sans allure mon contradicteur avant de passer à un discours très positif sur le respect qu'on doit à l'autorité, surtout à une époque où tout est galvaudé ... Sur cette envolée plus ou moins bien amortie par le conférencier, personne ne manifestant plus le désir de s'exprimer, la séance est levée. La salle commence à se vider lorsqu'un cercle se forme : «Ah ! Tout est plus clair maintenant, ... Nous comprenons mieux ce dont on a souvent entendu parler, ...», etc. Me voilà donc un peu rassuré, et la discussion se poursuit au café où l'on m'avoue qu'ici, dans les assemblées, c'est en principe Monsieur X qui exprime l'opinion officielle, c'est-à-dire l'opinion qu'il faut en principe adopter. Alors ...?

Toujours est-il qu'un village «gouvernemental», c'est-à-dire plutôt pour le «système de Fribourg» tel qu'il était pratiqué au temps de Python et dont l'esprit aura traversé le siècle, venait sous mes yeux de secouer le joug des opinions toutes faites.

Pour l'histoire politique régionale contemporaine et sa réception, j'ai cru pouvoir admettre que c'était un signe de progrès. Mais je dois à la vérité de constater qu'en l'occurrence, le progrès reste un fruit relativement lent à mûrir. Et c'est sans doute la raison pour laquelle il y a ici ou là tant de difficulté encore à distinguer assez clairement le temps de Georges Python.